

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/01

OBJET :

DESIGNATION DU
SECRETAIRE DE
SEANCE

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice, absents
non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire rappelle aux Conseillers Municipaux les
modalités de désignation du secrétaire de séance.

A l'unanimité, Madame Marie-Laurence BERQUEZ est élue secrétaire pour
l'ensemble de la séance du Conseil Municipal du Jeudi 23 Février 2017.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017
Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 24 FEV. 2017
et publication ou notification
du 24 FEV. 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE

Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201701-DE
Date de télétransmission : 24/02/2017
Date de réception préfecture : 24/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/02

OBJET :

APPROBATION DU
COMPTE-RENDU
DE LA SEANCE
PRECEDENTE

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

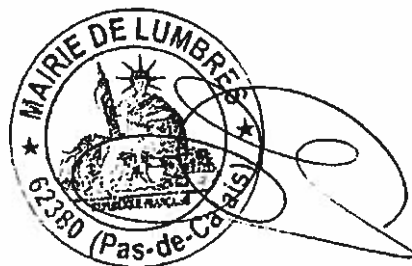
L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice, absents
non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire soumet au Conseil Municipal le compte-rendu
de la réunion du Conseil Municipal du Mardi 29 Novembre 2016.

Après délibérations, les membres du Conseil Municipal adoptent, à l'unanimité, ce
compte-rendu annexé à la présente délibération.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017
Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 24 FEV. 2017
et publication ou notification
du 27 FEV. 2017



Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201702-DE
Date de télétransmission : 24/02/2017
Date de réception préfecture : 24/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/03

OBJET :

DEBAT
D'ORIENTATION
BUDGETAIRE

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice, absents
non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire présente au Conseil Municipal le Débat
d'Orientation Budgétaire suivant :

« La préparation du Budget obéit à une méthode rigoureuse et précise. Au cours de
ce processus intervient le Débat d'Orientation Budgétaire. Ce débat démocratique
préalable au vote du budget a lieu pour permettre aux élus de débattre des
orientations et stratégies financières notamment en matière de fiscalité et des projets
ou grands chantiers que la municipalité souhaite retenir.

Le Contexte National

En cette fin d'année 2016, les taux d'intérêts restaient toujours à un niveau
extrêmement bas. Cette situation présente plusieurs avantages :

- en premier lieu, elle permet de limiter la charge de la dette en intérêts (pour les
emprunts à taux variable). Néanmoins, une remontée des taux est attendue cette
année.
- En second lieu, la faiblesse des taux d'intérêts permet aux collectivités de
recourir à l'emprunt à des conditions financières plus avantageuses.

Une année électorale entraînant des incertitudes :

2017 va être marquée par des élections présidentielles et législatives.

Ce contexte électoral particulier est certes peu favorable à des réformes de fond
mais implique également de grandes incertitudes d'un point de vue budgétaire. Les
perspectives économiques sont toujours moroses et incertaines : croissance molle,
inquiétude liée au contexte géopolitique.

En France, la réduction des déficits publics reste la priorité et la politique d'austérité
sera poursuivie avec un impact redoutable pour les collectivités territoriales.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture

le 27 FEV 2017
et publication ou notification
du 28 FEV 2017

Le Maire,

JOËLLE DELRUE



.../...

Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201703-DE
Date de télétransmission : 27/02/2017
Date de réception préfecture : 27/02/2017

1 – Les grandes lignes intéressant les collectivités locales du projet de la loi des finances 2017

Un temps envisagée, l'idée d'une loi de finances spécialement dédiée aux collectivités territoriales a été, pour le moment, abandonnée.

Il n'en reste pas moins que le projet des finances présenté au Conseil des Ministres le 28 Septembre 2016 comporte un volet collectivités important à plusieurs titres. Il est élaboré avec une hypothèse de croissance l'année prochaine de 1,5 % et sur une inflation des prix de 1,2 %. Par ailleurs, à ce stade de la discussion parlementaire, les bases d'imposition (valeurs locatives) seraient revalorisées de 0,4 % contre 1 % l'année dernière. Toutes les propriétés bâties et non bâties, immeubles industriels sont concernés. Ce taux de revalorisation correspond à l'inflation constatée en 2016. Ce projet confirme qu'en 2017, les collectivités territoriales devront absorber une troisième tranche de réduction des dotations de l'Etat.

Si d'après les annonces de l'exécutif national, celle-ci devrait être moins importante que celles subies lors des deux années qui viennent de s'écouler, l'effort demandé restera conséquent.

La contribution de Lumbres au redressement des finances publiques sur la dotation globale de fonctionnement s'est élevée en 2015 et 2016 à 47 730 € par an, prévision 2017 : 23 865 €.

a) Croissance des dépenses liées aux réformes imposées par l'Etat

- Réforme des rythmes scolaires,
- Augmentation des dépenses de personnel,
- Sécurité des établissements,
- Elaboration d'un plan de mise en accessibilité de la voirie.

L'Etat annonce en parallèle la reconduction d'un Fond de Soutien à l'Investissement Local (F.S.I.L.) porté à 1,2 milliard d'euros (contre 1 milliard en 2016) et une augmentation de la Dotation d'Equiperment des Territoires Ruraux (D.E.T.R.) destiné à permettre aux collectivités d'investir à nouveau.

Le mécanisme de la D.S.U. (Dotation de Solidarité Urbaine) est également reconduit, réservé aux 2/3 des communes de plus de 10 000 habitants. La dotation de solidarité rurale et le fond de péréquation des Départements augmenteront de 20 millions d'euros.

b) La réforme de la D.G.F. est renvoyée, il faudra attendre la mise en place du nouveau gouvernement

L'augmentation du point d'indice de 1,20 % réalisée en deux phases, la première au 1^{er} Juillet 2016 et la seconde au 1^{er} Février 2017, la refonte du régime indemnitaire, les reclassements de l'ensemble des échelles indiciaires, l'augmentation des cotisations retraite sont autant d'inconnus supplémentaires qui viendront impacter le budget communal.

2 – Le Contexte Local

Malgré ce contexte financier, nous souhaitons :

- consolider la maîtrise de nos dépenses,
- gérer au plus précis nos recettes,
- conserver un autofinancement suffisant pour assurer l'entretien du patrimoine,
- maintenir le niveau de service à la population,
- maîtriser le montant des subventions aux associations,
- maintenir le taux de la fiscalité locale pour ne pas alourdir la pression fiscale sur les habitants. Taux inchangés depuis 2012 :

Accusé de réception en préfecture...
062-216205344-20170223-201703-DE
Date de télétransmission : 27/02/2017
Date de réception préfecture : 27/02/2017

Taxe d'habitation	21,11 %
Foncier bâti	21,18 %
Foncier non bâti	54,69 %

Le produit des impôts des trois taxes représente : 2 805 339 €.
Les dotations et participations de l'Etat représentent : 651 458 €.

Comme en 2016, on peut envisager une légère augmentation des bases fixées par le gouvernement. Les différents programmes fonciers de Villogia et de la S.A. 62/59 sont en cours et nous permettrons d'accroître nos recettes fiscales.

Les dépenses de fonctionnement

Hausse contenue des frais de personnel :

- maîtrise des dépenses de gestion : réorganisation continue des services avec la fusion des Ecoles Jules Guesde et Roger Salengro, et la fusion annoncée des deux maternelles ;
- maîtrise des subventions versées aux associations : la municipalité confirme néanmoins sa volonté de soutenir l'action des associations.

La collectivité finance également le Centre Communal d'Action Sociale.

SUBVENTIONS	ASSOCIATIONS	CCAS
2014	109 350 €	60 000 €
2015	107 540 €	55 000 €
2016	113 490 €	55 000 €

Evolution de nos dépenses et recettes réelles de fonctionnement en 2016 :

Dépenses	2 917 547 €
Recettes	3 710 857 €

La capacité d'autofinancement qui représente la différence entre nos dépenses et nos recettes de fonctionnement s'élève à 793 309 €.

La municipalité a pris des engagements forts qu'elle va maintenir.

Les actions en 2017 porteront sur :

- ♦ en vue de la fusion des écoles maternelles, des travaux de mise aux normes de l'Ecole Suzanne Lacore sont prévus pour un montant estimé à 722 896,43 € H.T.

Réalisation sur deux exercices :

- création d'une garderie, d'un préau et d'un hall d'accueil,
- rénovation des sanitaires,
- rénovation des revêtements du couloir et de la rotonde.

- ♦ Salle Michel Berger : changement des menuiseries et renforcement de l'isolation thermique pour un montant estimé à 51 109,48 € H.T.

- réaménagement de la cuisine + matériel : 17 000 € T.T.C.

- ♦ Poursuite de la rénovation de l'Ecole Roger Salengro : changement de menuiseries du bâtiment du haut estimé à 18 973 € H.T.

.../...

Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201703-DE
Date de télétransmission : 27/02/2017
Date de réception préfecture : 27/02/2017

- ♦ Poursuite de l'installation de caméras de vidéo surveillance dans la cour de la Mairie : 2 334,36 € T.T.C.
- ♦ Poursuite du programme de lutte contre les inondations Place Jules Leriche et au bas de la Place Jean Jaurès : 160 000 € H.T.,
et Rue Candide Couzin : 50 000 € H.T.
- ♦ Trottoir Zone des Rahauts : 94 331 € H.T.
- ♦ Réalisation de la liaison douce entre le collège et le futur centre aquatique estimée à 613 429,50 € hors subventions.
- ♦ Construction du nouveau cimetière et de la voirie d'accès : les estimations sont en cours.
- ♦ Columbarium comprenant 18 cases, 9 cavurnes, une stèle, un banc : 19 354,67 € T.T.C.
- ♦ Clôture neuve pour le terrain de boules : 8 232 € T.T.C.
- ♦ Etude pour l'élaboration d'un plan d'accessibilité, le PAVE (Plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics) : 28 680 € T.T.C.
- ♦ Achat d'une balayeuse désherbeuse de voirie : 19 800 €.
- ♦ Acquisition de véhicules.
- ♦ Travaux gouttière de la Salle Ulysse Dupont : 4 440 €.
- ♦ Tôles aux Services Techniques : 1 994 €.
- ♦ Mise en conformité de la Salle Léo Lagrange suite à la Commission de Sécurité – Maîtrise d'œuvre : 3 800 €.
- ♦ Poursuite du remplacement des poteaux d'incendie.
- ♦ Projet d'achat de terrain.

Les différents projets seront financés par :

- une partie de l'autofinancement annuel : en 2016, 1 138 694 € ont été dégagés ;
- des subventions demandées : D.E.T.R., F.S.I.L., auprès du Conseil Départemental, de la F.D.E., de la Communauté de Communes du Pays de Lumbres au travers du programme TEPCV (une enveloppe de 1 800 000 € pour financer différentes action sur le territoire)... ;
- si besoin, on peut envisager de contracter un nouvel emprunt et profiter des taux actuels très réduits ;
- on peut tabler sur une dotation communautaire sensiblement égale à celle de l'année dernière.

L'endettement de la ville au 1^{er} Janvier 2017 s'élève à 2 837 400,96 €. Ce qui représente 777,36 € par habitant dans la moyenne basse des communes d'égale importance.

En ce qui concerne l'annuité de la dette en capital, elle est évaluée au 1^{er} Janvier 2017 à la somme de 222 942,27 €.

Rappel : le remboursement du capital est une dépense d'investissement.

.../...

CONCLUSION :

La gestion engagée jusqu'ici a permis à la commune de tenir une situation financière saine et de mener des investissements nécessaires à l'amélioration de la qualité des services rendus à la population locale, de la modernisation des structures et de la qualité du cadre de vie.

Le budget 2017 va s'inscrire dans un contexte national contraint qui nous amènera, de nouveau, à maintenir les services dans la rigueur de gestion instaurée dans la recherche permanente de réduction de la dépense.

Les élus ont choisi de fonder leurs orientations budgétaires sur les préoccupations essentielles, sans réduire le périmètre du service public et tout en finalisant les projets en cours.

Ainsi, malgré les contraintes, le volume des investissements restera conséquent.

Parmi les priorités : améliorer le cadre de vie des habitants, favoriser l'attractivité du centre bourg, développer une offre de logement en cœur urbain, soutenir la vie associative locale, accompagner la réussite éducative, offrir des animations aux jeunes Lumbrois et continuer à promouvoir le lien intergénérationnel, préserver la tranquillité publique à laquelle aspirent les Lumbrois sont autant d'engagements que nous souhaitons tenir et poursuivre en 2017.

Afin de ne pas amputer le pouvoir d'achat des Lumbrois, la municipalité souhaite, de nouveau, maintenir un gel des taux municipaux des impôts locaux.

Il appartiendra aux membres de la Commission des Finances de définir les priorités pour l'année 2017.

Le Budget Primitif sera soumis au vote avant le 15 Avril prochain. »

Madame le Maire a remercié l'assistance et a donné la parole aux membres du Conseil Municipal qui ont ensuite largement débattu sur le contenu de ce Débat d'Orientation Budgétaire.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017
Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201703-DE
Date de télétransmission : 27/02/2017
Date de réception préfecture : 27/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/04

OBJET :

**DEMOLITION DE LA
MAISON SISE AU
N° 51 RUE HENRI
RUSSEL**

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

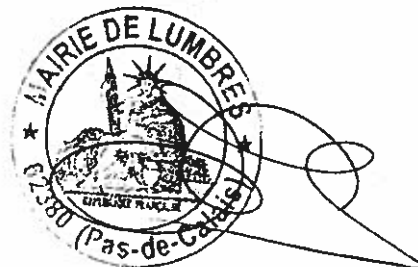
Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice, absents
non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire informe le Conseil Municipal que la maison
sise au n° 51 Rue Henri Russel à Lumbres, propriété de Logis 62, menace ruine et que
sa rénovation n'est plus possible. La Société Logis 62 propose en conséquence de la
démolir.

Cependant, par délibération en date du 18 Juin 1992, le Conseil Municipal a accordé
à Logis 62 sa garantie d'emprunt pour l'acquisition de cette habitation. Le Conseil
Municipal doit donc donner son accord pour ce projet de démolition.

Après délibérations, les membres du Conseil Municipal émettent, à l'unanimité, un
avis favorable à ce projet et autorisent Logis 62 à procéder à la démolition de cette
habitation.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017
Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 24 FEV. 2017
et publication ou notification
du 24 FEV. 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE



Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201704-DE
Date de télétransmission : 24/02/2017
Date de réception préfecture : 24/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/05

OBJET :

ACQUISITION
DE LA PARCELLE
CADASTREE
SECTION ZE N° 180

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice,
absents non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire propose au Conseil Municipal que la commune
se porte acquéreur de la parcelle cadastrée Section ZE n° 180 sur le territoire de la
Commune de Lumbres.

Cette parcelle d'une superficie de 25 m² est issue de la parcelle cadastrée Section ZE
n° 177 et est située en réserve foncière.

L'acquisition de cette parcelle permettra d'aménager les abords de l'Avenue
Bernard Chochoy.

Les Services des Domaines ont estimé ce bien à 1,50 € du m².
Cependant, les propriétaires Monsieur et Madame FORTIN l'ont acquis à 54 € du
m² (frais de notaire inclus).

Après délibérations, les membres du Conseil Municipal décident, à l'unanimité :

- de se porter acquéreur de la parcelle cadastrée Section ZE n° 180 pour la somme
de 1 351 € T.T.C. ;
- que les frais d'actes notariés seront à la charge de la Commune de Lumbres ;
- d'autoriser Madame le Maire à signer l'acte notarié qui sera rédigé par Me
Nathalie OUTTIER, Notaire à Lumbres.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017
Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 24 FEV. 2017
et publication ou notification
du 27 FEV. 2017



Joëlle DELRUE



Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201705-DE
Date de télétransmission : 24/02/2017
Date de réception préfecture : 24/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/06

OBJET :

**RETROCESSION
PAR L'INDIVISION
GRESSIER DE LA
PARCELLE
CADASTREE
SECTION ZE N° 182**

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice, absents
non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire informe les membres du Conseil Municipal
que pour achever l'aménagement des abords de l'Avenue Bernard Chochoy, Hameau
de Liauwette, il y a lieu de se porter acquéreur de la parcelle cadastrée Section ZE
n° 182, issue de la parcelle cadastrée Section ZE n° 178, d'une superficie de 92 m²,
propriété de l'indivision GRESSIER, située en réserve foncière.

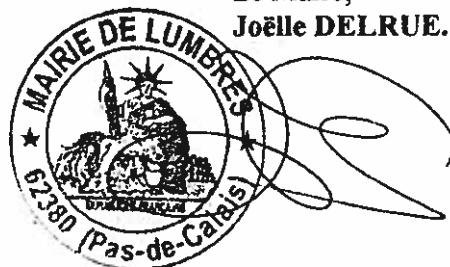
Les Services des Domaines ont estimé le coût de cette parcelle à **1,50 € du m²**.
Compte tenu de la plus-value que cet aménagement va apporter à leurs terrains, les
indivis proposent de céder ce terrain gratuitement à la Commune.

Après délibérations, les membres du Conseil Municipal acceptent, à l'unanimité,
cette proposition et autorisent Madame le Maire à signer l'acte notarié qui sera
dressé par Me Nathalie OUTTIER, Notaire à Lumbres.
Les frais d'actes seront à la charge de la Commune de Lumbres.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017
Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 24 FEV. 2017
et publication ou notification
du 27 FEV. 2017

Joëlle DELRUE



Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201706-DE
Date de télétransmission : 24/02/2017
Date de réception préfecture : 24/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/07

OBJET :

**CESSION DE LA
PARCELLE
CADASTREE
SECTION ZB N° 282
PAR LA
COMMUNAUTE DE
COMMUNES DU PAYS
DE LUMBRES**

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice,
absents non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire informe les membres du Conseil Municipal
que pour permettre la mise aux normes du Chemin du Pressart, la Commune de
Lumbres doit se porter acquéreur de la parcelle cadastrée Section ZB n° 282 d'une
superficie de 166 m².

La Communauté de Communes du Pays de Lumbres, propriétaire de cette parcelle,
propose de la céder à titre gracieux à la Commune de Lumbres.
L'estimation des Services des Domaines est de 1,50 € du m².

Après délibérations, les membres du Conseil Municipal acceptent, à l'unanimité, la
proposition de la Communauté de Communes du Pays de Lumbres et autorisent
Madame le Maire à signer l'acte notarié qui sera dressé par Me Nathalie OUTTIER,
Notaire à Lumbres.

Les frais d'actes seront à la charge de la Commune de Lumbres.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017
Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 24 FEV. 2017
et publication ou notification
du 27 FEV. 2017

Joëlle DELRUE



Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201707-DE
Date de télétransmission : 24/02/2017
Date de réception préfecture : 24/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/08

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice, absents
non excusés.

OBJET :

**ECHANGE DE TERRAIN
ENTRE LE SIDEALF
ET LA COMMUNE DE
LUMBRES**

La séance ouverte, Madame le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal
que la nouvelle station d'épuration a été construite sur un terrain appartenant à la
Commune de Lumbres.

Elle propose, en conséquence, de régulariser cette situation en procédant à un
échange entre une partie de la parcelle cadastrée Section C n° 1010 p d'une
superficie de 2 302 m², propriété de la Commune de Lumbres, et d'une partie de la
parcelle cadastrée Section C n° 868 p d'une superficie de 2 301 m², propriété du
SIDEALF.

Les Services des Domaines ont estimé la valeur de ces terrains à **5.000 € l'hectare**.

Après délibérations, les membres du Conseil Municipal :

- acceptent, à l'unanimité, cette proposition d'échange,
- autorisent Madame le Maire à signer l'acte notarié qui sera dressé par Me
Nathalie OUTTIER, Notaire à Lumbres.

Les frais d'actes seront à la charge de la Commune de Lumbres.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017
Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 24 FEB 2017
et publication ou information
du 27 FEB 2017

Joëlle DELRUE



Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201708-DE
Date de télétransmission : 24/02/2017
Date de réception préfecture : 24/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/09

OBJET :

**PROPOSITION
D'ACQUISITION DU
TERRAIN DES
CONSORTS LEMAIRE**

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice,
absents non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire informe les membres du Conseil Municipal
de la proposition de vente par les Consorts LEMAIRE d'une partie de la parcelle
cadastrée Section C n° 325.

En effet, il est proposé à la Commune de Lumbres de se porter acquéreur d'une
superficie de 1 900 m² de cette parcelle (côté Salle Léo Lagrange) pour un coût de
23.000 € hors frais de notaire.

L'estimation des Services des Domaines est de 8,77 € du m².

Après délibérations, les membres du Conseil Municipal :

- émettent, à l'unanimité, un avis favorable à cette acquisition,
- autorisent Madame le Maire à signer, dans un premier temps, un compromis de
vente, puis l'acte notarié qui sera rédigé par Me Martine PREVOST, Notaire à
Lumbres.

Les frais d'actes seront à la charge de la Commune de Lumbres.

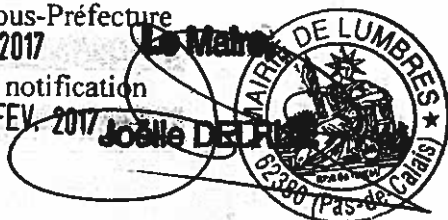
Les crédits seront prévus au Budget Primitif 2017.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 24 FEV. 2017
et publication ou notification
du 27 FEV. 2017



Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201709-DE
Date de télétransmission : 24/02/2017
Date de réception préfecture : 24/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/10

OBJET :

**REVISION DES
STATUTS DU
SIDEALF SUITE A
L'INTEGRATION
DE LA C.A.P.S.O.**

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept

le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Étaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTLAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice, absents
non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire informe les membres du Conseil Municipal
qu'au 1^{er} Janvier 2017, la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer
(C.A.P.S.O.) est substituée aux Communes d'AVROULT, BELLINGHEM
(commune déléguée d'Herbelles), DELETTES (hameaux des Upen),
FAUQUEMBERGUES, MERCK SAINT LIEVIN, RENTY, SAINT MARTIN
D'HARDINGHEM et THIEMBRONNE au sein du SIDEALF.

L'intégration de la C.A.P.S.O. au sein du SIDEALF implique une révision des
statuts du Syndicat qui devient un syndicat mixte.

Madame le Maire explique à l'Assemblée que, sur proposition formulée par le
Président, le Comité Syndical du SIDEALF s'est réuni le 08 Décembre 2016 pour
décider la modification de ses statuts selon les termes suivants :

« ARTICLE 1 : DENOMINATION DU SYNDICAT :

S.I.D.E.A.L.F. : Syndicat Intercommunal Des Eaux et d'Assainissement de la
région de Lumbres et Fauquembergues.

Est formé, pour une durée illimitée, entre les collectivités territoriales suivantes :
AFFRINGUES, BAYENGHEM-LES-SENINGHEM, BLEQUIN, CAMPAGNE-
LES-BOULONNAIS, Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer
(représentant les communes d'AVROULT, BELLINGHEM, DELETTES,
FAUQUEMBERGUES, MERCK-SAINT-LIEVIN, RENTY, SAINT MARTIN
D'HARDINGHEM, THIEMBRONNE), CLETY, COULOMBY, DOHEM,
ELNES, LEDINGHEM, LUMBRES, NIELLES-LES-BLEQUIN, OUVE
WIRQUIN, PIHEM, REMILLY WIRQUIN, SENINGHEM, SETQUES,
VAUDRINGHEM, WAVRANS-SUR-L'AA, WISMES, adhérentes aux présents
statuts, un syndicat mixte à vocations multiples à la carte dénommé Syndicat
Intercommunal des Eaux et d'Assainissement de la région de Lumbres et
Fauquembergues, dont le siège est S.I.D.E.A.L.F.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture

le 23/02/2017
et publication ou notification

du 23/02/2017

Le Maire,

Joëlle DELRUE



.../...

Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201710-DE
Date de télétransmission : 24/02/2017
Date de réception préfecture : 24/02/2017

ARTICLE 2 : OBJET DU SYNDICAT (compétence à la carte) :

Le syndicat a pour compétence obligatoire :

L'adduction, la distribution et la production d'eau potable ;

Et pour compétences optionnelles :

L'assainissement collectif,

L'assainissement non collectif.

Une Commune ou une Communauté d'Agglomération peut adhérer au syndicat pour une partie seulement des compétences exercées par celui-ci (article L. 5212-16 du CGCT est applicable par renvoi de l'article L. 5711.1 du CGCT).

ARTICLE 3 : MODALITES D'ADHESION ET DE RETRAIT D'UNE COMMUNE OU D'UNE COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MEMBRE A UNE COMPETENCE :

L'adhésion d'une Commune ou d'une Communauté d'Agglomération déjà membre à une compétence devra être demandée par le Conseil Municipal de la Commune ou le Conseil Communautaire.

Le transfert de cette compétence sera effectif le 1^{er} jour du mois suivant l'approbation de cette adhésion par le Comité Syndical.

La reprise d'une compétence optionnelle par une Commune ou par une Communauté d'Agglomération devra être demandée par le Conseil Municipal de la Commune ou le Conseil Communautaire.

Le retrait de compétence sera effectif le 1^{er} jour du mois suivant l'approbation par le Comité Syndical des modalités de cette reprise de compétence dans les conditions fixées à l'article L. 5211-25-1 du CGCT.

ARTICLE 4 : SIEGE DU SYNDICAT :

Le siège du Syndicat est fixé à : 7 ZAL des Rahauts
62380 LUMBRES

ARTICLE 5 : DUREE DU SYNDICAT :

Le Syndicat est formé sans fixation de terme.

ARTICLE 6 : COMITE DU SYNDICAT :

Conformément à l'article L 5212-6 du CGCT par renvoi de l'article L.5711-1 du CGCT, le syndicat est administré par un comité où chaque Commune et Communauté d'Agglomération est représentée à sa création et jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux comme suit :

- 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant par commune pour les communes inférieures ou égales à 1 500 habitants,
- 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants par commune pour les communes supérieures à 1 500 habitants,



Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201710-DE
Date de télétransmission : 24/02/2017
Date de réception préfecture : 24/02/2017

- 8 délégués titulaires et 8 délégués suppléants (C.A.P.S.O.) représentant chacune des 8 communes (AVROULT, BELLINGHEM, DELETTES, FAUQUEMBERGUES, MERCK-SAINT-LIEVIN, RENTY, SAINT MARTIN D'HARDINGHEM, THIEMBRONNE) faisant partie de la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer (base de calcul, population municipale au 1^{er} Janvier 2016).

A chaque renouvellement général des conseils municipaux et pour la durée du mandat électoral, la population municipale prise en compte sera celle en vigueur lors de ce renouvellement général des conseillers municipaux.

ARTICLE 7 : BUREAU DU SYNDICAT :

Le bureau est composé :

- d'un président,
- de plusieurs vice-présidents dont le nombre sera fixé par le Comité Syndical.

ARTICLE 8 : BUDGET DU SYNDICAT :

Le syndicat sera doté de budgets distincts, à savoir :

Un budget eau potable (principal) :

Les recettes du budget du syndicat comprennent :

- le produit des redevances de l'eau,
- les subventions de toutes origines,
- le produit des emprunts,
- les contributions des communes associées dans le cadre de l'article L 2224-1 et du 2 du CGCT,
- les sommes perçues en échange des services rendus,
- les revenus des biens meublés ou immeubles du syndicat,
- le produit des dons et legs.

Les dépenses du budget du syndicat comprennent :

- les frais de fonctionnement de service,
- les dépenses relatives aux travaux, études et recherches engagés pour la réalisation de l'objet du syndicat,
- l'amortissement des emprunts contractés.

Un budget assainissement collectif pour les communes ou communauté d'agglomération concernées (budget annexe) :

Les recettes du budget assainissement collectif comprennent :

- le produit des redevances de l'eau,
- les subventions de toutes origines,
- le produit des emprunts,
- les contributions des communes associées dans le cadre de l'article L 2224-1 et du 2 du CGCT,
- les sommes perçues en échange des services rendus,
- les revenus des biens meublés ou immeubles du syndicat,
- le produit des dons et legs.

Les dépenses du budget assainissement collectif comprennent :

- les frais de fonctionnement de service,
- les dépenses relatives aux travaux, études et recherches engagés pour la réalisation de l'objet du syndicat,

ARTICLE 2 : OBJET DU SYNDICAT (compétence à la carte) :

Le syndicat a pour compétence obligatoire :

L'adduction, la distribution et la production d'eau potable ;

Et pour compétences optionnelles :

L'assainissement collectif,

L'assainissement non collectif.

Une Commune ou une Communauté d'Agglomération peut adhérer au syndicat pour une partie seulement des compétences exercées par celui-ci (article L. 5212-16 du CGCT est applicable par renvoi de l'article L. 5711.1 du CGCT).

ARTICLE 3 : MODALITES D'ADHESION ET DE RETRAIT D'UNE COMMUNE OU D'UNE COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MEMBRE A UNE COMPETENCE :

L'adhésion d'une Commune ou d'une Communauté d'Agglomération déjà membre à une compétence devra être demandée par le Conseil Municipal de la Commune ou le Conseil Communautaire.

Le transfert de cette compétence sera effectif le 1^{er} jour du mois suivant l'approbation de cette adhésion par le Comité Syndical.

La reprise d'une compétence optionnelle par une Commune ou par une Communauté d'Agglomération devra être demandée par le Conseil Municipal de la Commune ou le Conseil Communautaire.

Le retrait de compétence sera effectif le 1^{er} jour du mois suivant l'approbation par le Comité Syndical des modalités de cette reprise de compétence dans les conditions fixées à l'article L. 5211-25-1 du CGCT.

ARTICLE 4 : SIEGE DU SYNDICAT :

Le siège du Syndicat est fixé à : 7 ZAL des Rahauts
62380 LUMBRES

ARTICLE 5 : DUREE DU SYNDICAT :

Le Syndicat est formé sans fixation de terme.

ARTICLE 6 : COMITE DU SYNDICAT :

Conformément à l'article L 5212-6 du CGCT par renvoi de l'article L.5711-1 du CGCT, le syndicat est administré par un comité où chaque Commune et Communauté d'Agglomération est représentée à sa création et jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux comme suit :

- 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant par commune pour les communes inférieures ou égales à 1 500 habitants,
- 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants par commune pour les communes supérieures à 1 500 habitants,



.../...

Accusé de réception en préfecture 002-216205344-20170223-201710-DE Date de télétransmission : 24/02/2017 Date de réception préfecture : 24/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/11

OBJET :

**CONVENTION AVEC
LE SIDEALF POUR
LE CONTROLE
TECHNIQUE DES
POINTS D'EAU
INCENDIE DE LA
COMMUNE**

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIALE Murielle, DUMANOIR Fabrice,
absents non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire informe les membres du Conseil Municipal
que le Service Départemental d'Incendie et de Secours ne procède plus aux contrôles
des points d'eau de défense incendie.
Or, ces contrôles sont obligatoires au moins une fois par an.

Le SIDEALF s'est porté acquéreur du matériel pour réaliser de tels contrôles et a
formé du personnel.

En conséquence, Madame le Maire propose qu'une convention soit signée avec le
SIDEALF pour réaliser ces contrôles.

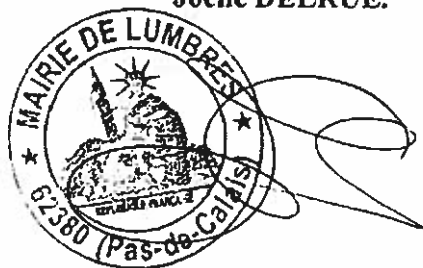

Après délibérations, les membres du Conseil Municipal émettent, à l'unanimité, un
avis favorable à cette proposition.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017
Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 24 FEV. 2017
et publication ou notification
du 24 FEV. 2017

Le Maire,

Joëlle DELRUE



Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201711-DE
Date de télétransmission : 24/02/2017
Date de réception préfecture : 24/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/12

OBJET :

**ELABORATION D'UN
PLAN DE MISE EN
ACCESSIBILITE DE
LA VOIRIE ET DES
ESPACES PUBLICS**

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept

le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente

le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire en suite de convocation en date du Treize Février dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de : Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M. FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M. COLIN), absents excusés, Mme BOURBON Patricia, Mme LAMBLABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice, absents non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire donne connaissance aux membres du Conseil Municipal des textes réglementaires concernant la mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics, à savoir :

- La loi n° 2005-102 du 11 Février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, en son article 45,
- le décret du 21 Décembre 2006 n° 2006-1657 relatif à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics qui prévoit les modalités de mise en œuvre des actions,
- Le décret du 21 Décembre 2006 n° 2006-1658 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,
- l'arrêt du 15 Janvier 2007 portant application du décret précité.

Après délibérations, les membres du Conseil Municipal décident, à l'unanimité :

- l'élaboration d'un plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics,
- d'autoriser Madame le Maire à signer toutes les pièces utiles pour l'élaboration de ce document.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017
Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 24 FEV. 2017
et publication ou notification
du 27 FEV. 2017

Joëlle DELRUE



Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201712-DE
Date de télétransmission : 24/02/2017
Date de réception préfecture : 24/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/13

OBJET :

**MONÉTISATION DES
JOURS EPARGNES
SUR UN COMPTE
EPARGNE TEMPS
D'UN AGENT EN
CONGE DE LONGUE
MALADIE**

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIALE Murielle, DUMANOIR Fabrice,
absents non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire informe le Conseil Municipal que Monsieur
Axel STRYJKOWSKI, Adjoint Technique Territorial de 1^{ère} classe est actuellement
en Congé de Longue Maladie et qu'il ne reprendra pas le travail avant le 1^{er} Mai
2017, date de son départ en retraite.

Or, celui-ci avait placé sur un compte épargne temps 20 jours de congés payés.

Elle propose, en conséquence, que ces jours épargnés soient payés en Avril 2017. Le
montant journalier sera conforme au texte en vigueur.

Après délibérations, les membres du Conseil Municipal émettent, à l'unanimité, un
avis favorable à cette proposition.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017
Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 24 FEV. 2017
et publication ou notification
du 24 FEV. 2017



Le Maire,
Joëlle DELRUE

A circular official stamp of the Mairie de Lumbres, Pas-de-Calais, identical to the one above, with a signature over it.

Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201713-DE
Date de télétransmission : 24/02/2017
Date de réception préfecture : 24/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/14

OBJET :

**PAIEMENT DU
SOLDE DU MARCHÉ
A L'ENTREPRISE
SAVREUX POUR
L'AMENAGEMENT
DES ABORDS DE
L'EGLISE**

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice,
absents non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Société
SAVREUX était adjudicatrice du marché pour l'aménagement des abords de l'Eglise.

A ce jour, un solde de 1 081,34 € reste à régler à l'entreprise.
Celle-ci a bien effectué les travaux d'exécution dans le délai imparti et inscrits à
l'acte d'engagement, délai qui était de 6 mois.
En outre, ces travaux d'exécution ont fait l'objet d'une réception des travaux.

A partir de cette date de réception de travaux, les travaux de parachèvement ou
d'entretien ont débuté et ont couvert une période d'une année (comme inscrits au
CCTP et estimés à la décomposition du prix global et forfaitaire).
Cette période de travaux d'entretien n'étant pas comprise dans le délai des travaux
d'exécution, il n'y a pas de cause réelle à appliquer des pénalités de retard pour ces
travaux d'entretien qui s'élèveraient à 800 € par jour, soit 292.000 €.

Après délibérations, les membres du Conseil Municipal décident, à l'unanimité :
- de ne pas appliquer de pénalités de retard,
- de procéder au versement du solde du marché à l'entreprise SAVREUX, soit
1 081,34 €.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017
Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 27 FEV. 2017
et publication en notification
du 28 FEV. 2017
Joëlle DELRUE



Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201714-DE
Date de télétransmission : 27/02/2017
Date de réception préfecture : 27/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/15

OBJET :

**INDEMNITES DE
FONCTION DU MAIRE,
DES ADJOINTS ET DES
CONSEILLERS
MUNICIPAUX
DELEGUES**

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice, absents
non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de sa
séance en date du 07 Avril 2014, les membres du Conseil Municipal avait fixé le
montant des indemnités de fonction des élus en référence à l'indice 1015.

Or, l'indice brut terminal de la Fonction Publique servant de base de calcul des
indemnités de fonction est passé de 1015 à 1022. Il y a, par conséquent, lieu de
délibérer à nouveau.

Après délibérations, les membres du Conseil Municipal décident, à l'unanimité, de
prendre comme indice de référence pour les indemnités des élus « l'indice brut
terminal de la Fonction Publique ».

La présente délibération remplace et annule celle du 07 Avril 2014.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017
Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 24 FEV. 2017
et publication ou notification
du 27 FEV. 2017



Le Maire,
Joëlle DELRUE



Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-2017-DE
Date de télétransmission : 24/02/2017
Date de réception préfecture : 24/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/16

OBJET :

RETABLISSEMENT
DE LA CONTINUITE
ÉCOLOGIQUE
DU MOULIN DE
MOMBREUX

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice,
absents non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire informe le Conseil Municipal de l'ouverture
d'une enquête d'utilité publique relative au rétablissement de la continuité écologique
du Moulin de Mombreux.

Le Conseil Municipal doit, par conséquent, émettre son avis sur la demande
d'autorisation formulée au titre de la Loi sur l'Eau.

Après délibérations, les membres du Conseil Municipal émettent, à l'unanimité, un
avis favorable à la réalisation des travaux tels qu'ils sont présentés dans le dossier
d'enquête d'utilité publique.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017
Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 24 FEV. 2017
et publication ou notification
du 27 FEV. 2017



Joëlle DELRUE

Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201716-DE
Date de télétransmission : 24/02/2017
Date de réception préfecture : 24/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/17

OBJET :

**CESSION D'UN
TERRAIN A LA
COMMUNAUTE
DE COMMUNES DU
PAYS DE LUMBRES**

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice, absents
non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que, lors de sa
réunion en date du 03 Septembre 2015, le Conseil Municipal a acté la décision d'une
cession d'une parcelle de terrain dans le Marais pour la réalisation d'un terrain
synthétique.

A l'époque, la superficie nécessaire à ce projet n'était pas connue de façon définitive.
Compte tenu de l'état d'avancement du projet, il est désormais possible de
régulariser l'acte notarié.

Il est ainsi proposé de céder à la Communauté de Communes du Pays de Lumbres
1 ha 56 a 80 ca de la parcelle cadastrée Section C n° 1010 p pour l'euro
symbolique ; la dernière estimation des Domaines du 19/01/2017 étant de 5 euros
du m².

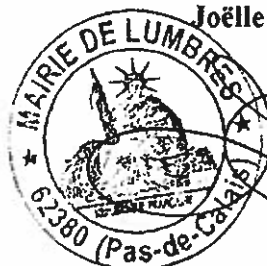
Après délibérations, les membres du Conseil Municipal émettent, à l'unanimité, un
avis favorable à cette proposition et autorisent Madame le Maire à signer l'acte
notarié qui sera rédigé par Me Nathalie OUTTIER, Notaire à Lumbres ; les frais
d'actes étant à la charge de la Communauté de Communes du Pays de Lumbres.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017
Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 27 FEV. 2017
et publication ou notification
du 28 FEV. 2017

Le Maire,

Joëlle DELRUE



Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201717-DE
Date de télétransmission : 27/02/2017
Date de réception préfecture : 27/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/18

OBJET :

**DEMANDE DE
SUBVENTION AU
TITRE DU FONDS
DE SOUTIEN A
L'INVESTISSEMENT
LOCAL**

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice,
absents non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal
qu'il reste à effectuer des travaux d'isolation thermique et acoustique dans les salles
de classes de l'Ecole Roger Salengro (Bâtiment donnant sur la Rue Broncquart) en
remplaçant les menuiseries vétustes.

Elle propose, en conséquence, de solliciter une subvention au titre du Fonds de Soutien
à l'Investissement Local (F.S.I.L.).

Le coût total de l'opération est estimé à 18 973,01 € H.T.

La subvention du Fonds de Soutien à l'Investissement Local pourrait être sollicitée à
hauteur de 80 % soit 15 178,00 € H.T.

Après délibérations, les membres du Conseil Municipal, à l'unanimité :

- acceptent ce projet,
- approuvent le plan de financement ci-dessous :

PLAN DE FINANCEMENT

Dépenses	Montant H.T.	Ressources	Montant H.T.	Taux
Travaux	18.973,01 €	- F.S.I.L.	15.178,00 €	80 %
Coût total de l'opération	18.973,01 €	Sous-total	15.178,00 €	80 %
		- Fonds propre	3.795,01 €	20 %
		Sous-total	3.795,01 €	20 %
TOTAL base éligible	18.973,01 €	Total de ressources	18.973,01 €	100 %

- autorisent Madame le Maire à solliciter la demande de subvention auprès de
Monsieur le Sous-Préfet.

Le Maire,

Joëlle DELRUE

Pour Copie Conforme,
Lumbres, le 24/02/2017

Maire,
Joëlle DELRUE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 27 FEV. 2017

et publication ou notification
du 28 FEV. 2017



Accusé de réception en préfecture
062-21620344-20170223-201718-DE
Date de télétransmission : 27/02/2017
Date de réception préfecture : 27/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/19

OBJET :

**DEMANDE DE
SUBVENTION AU
TITRE DU FONDS
DE SOUTIEN A
L'INVESTISSEMENT
LOCAL**

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice,
absents non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal
qu'il y a lieu d'effectuer des travaux d'isolation thermique et acoustique dans la Salle
Michel Berger.

Elle propose, en conséquence, de solliciter une subvention au titre du Fonds de Soutien
à l'Investissement Local (F.S.I.L.).

Le coût total de l'opération est estimé à **51 109,48 € H.T.**

La subvention au titre du Fonds de Soutien à l'Investissement Local pourrait être sollicitée
à hauteur de 80 % soit **40 887,00 € H.T.**

Après délibérations, les membres du Conseil Municipal, à l'unanimité :

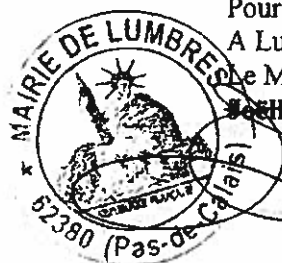
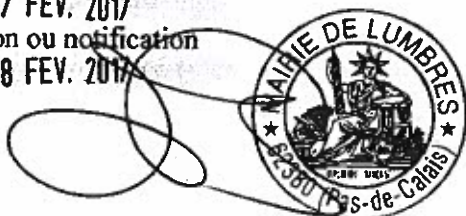
- acceptent ce projet,
- approuvent le plan de financement ci-dessous :

PLAN DE FINANCEMENT

Dépenses	Montant H.T.	Ressources	Montant H.T.	Taux
Travaux	51.109,48 €	- F.S.I.L.	40.887,00 €	80 %
Coût total de l'opération	51.109,48 €	Sous-total	40.887,00 €	80 %
		- Fonds propre	10.222,48 €	20 %
		Sous-total	10.222,48 €	20 %
TOTAL base éligible	51.109,48 €	Total de ressources	51.109,48 €	100 %

- autorisent Madame le Maire à solliciter la demande de subvention auprès de Monsieur le Sous-Préfet.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le **27 FEV. 2017**
et publication ou notification
du **28 FEV. 2017**



Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017
le Maire,
Joëlle DELRUE.

Accusé de réception en préfecture
062-246205344-20170223-201719-DE
Date de télétransmission : 27/02/2017
Date de réception préfecture : 27/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/20

OBJET :

**DEMANDE DE
SUBVENTION AU
TITRE DU FONDS
DE SOUTIEN A
L'INVESTISSEMENT
LOCAL –
MISE AUX NORMES
ET SECURISATION
DE L'ECOLE
SUZANNE LACORE**

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice,
absents non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal
qu'il y a lieu de mettre aux normes et sécuriser l'école maternelle Suzanne Lacore.

Elle propose, en conséquence, de solliciter une subvention au titre du Fonds de Soutien
à l'Investissement Local (F.S.I.L.).

Le coût total de l'opération est estimé à 722 896,43 € H.T.

La subvention au titre du Fonds de Soutien à l'Investissement Local pourrait être
sollicitée à hauteur de 80 %, soit 578 317,00 € H.T.

Après délibérations, les membres du Conseil Municipal, à l'unanimité :

- acceptent ce projet,
- approuvent le plan de financement ci-dessous :

PLAN DE FINANCEMENT

Dépenses	Montant H.T.	Ressources	Montant H.T.	Taux
Travaux	583.100,00 €	- F.S.I.L.	578.317,00 €	80 %
Etudes et Honoraires	93.218,50 €			
Autres frais et imprévus	46.577,93 €			
Coût total de l'opération	722.896,43 €	Sous-total	578.317,00 €	80 %
		- Fonds propre	144.579,43 €	20 %
		Sous-total	144.579,43 €	20 %
TOTAL base éligible	722.896,43 €	Total de ressources	722.896,43 €	100 %

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 27 FEV. 2017
et publication ou notification
du 28 FEV. 2017

- autorisent Madame le Maire à solliciter la demande de subvention auprès de
Monsieur le Sous-Préfet.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017

Maire,
Joëlle DELRUE.



Accusé de réception en préfecture
062216205344-20170223-201720-DE
Date de télétransmission : 27/02/2017
Date de réception préfecture : 27/02/2017

DÉPARTEMENT
PAS-DE-CALAIS

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

ARRONDISSEMENT
SAINT-OMER

CANTON
LUMBRES

Délibération
N° 2017/21

OBJET :

**DEMANDE DE
SUBVENTION AU
TITRE DU FONDS
DE SOUTIEN A
L'INVESTISSEMENT
LOCAL –
CREATION D'UNE
LIAISON DOUCE LE
LONG DE LA RD 342
(Avenue Bernard Chochoy)**

L'an deux mille dix-sept
le JEUDI 23 FEVRIER à dix-huit heures trente
le Conseil Municipal s'est réuni à la Salle de Réunion « Ulysse DUPONT », sous la
présidence de Madame Joëlle DELRUE, Maire
en suite de convocation en date du Treize Février
dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents : Tous les Conseillers Municipaux en exercice, à l'exception de :
Mme DEGREMONT Françoise (proc. Mme le Maire), M. TOUPET Yvon (proc. M.
FOURNIER), Mme BEAUBOIS Béatrice (proc. Mme CHRISTIAENS), Mme
CODRON Nathalie (proc. Mme BERQUEZ), M. EVRARD Dominique (proc. M.
COLIN), absents excusés,
Mme BOURBON Patricia, Mme LAMIABLE Murielle, DUMANOIR Fabrice, absents
non excusés.

La séance ouverte, Madame le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal
le projet de créer une liaison douce sur la RD 342 (Avenue Bernard Chochoy) pour
desservir le centre aquatique en construction.

Elle propose en conséquence de solliciter une subvention au titre du Fonds de Soutien
à l'Investissement Local (F.S.I.L.).

Le coût total de l'opération est estimé à 613 429,50 € H.T.

La subvention du Fonds de Soutien à l'Investissement Local pourrait être sollicitée à
hauteur de 80 %, soit 490 743 € H.T.

Après délibérations, les membres du Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Acceptent ce projet,
- Approuvent le plan de financement ci-dessous :

PLAN DE FINANCEMENT

Dépenses	Montant H.T.	Ressources	Montant H.T.	Taux
Travaux	613.429,50 €	- F.S.I.L.	490.743,00 €	80 %
Coût total de l'opération	613.429,50 €	Sous-total	490.743,00 €	80 %
		- Fonds propre	122.686,50 €	20 %
		Sous-total	122.686,50 €	20 %
TOTAL base éligible	613.429,50 €	Total de ressources	613.429,50 €	100 %

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous-Préfecture
le 27 FEV. 2017
et publication ou notification
du 28 FEV. 2017

autorisent Madame le Maire à solliciter la demande de subvention auprès de
Monsieur le Sous-Préfet.

Pour Copie Conforme,
A Lumbres, le 24/02/2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170223-201721-DE
Date de télétransmission : 27/02/2017
Date de réception préfecture : 27/02/2017

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu les travaux de construction d'un nouveau cimetière Chemin d'Acquembronne à réaliser par l'Entreprise DUCROCQ T.P. sise 8, Route de Drionville – B.P. 35004 NIELLES-LES-BLEQUIN - 62508 SAINT-OMER Cedex,

Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter l'exécution des travaux et prévenir les accidents,

ARRETE

Article 1 : La circulation et le stationnement seront interdits au droit des travaux Chemin d'Acquembronne du n° 7 au carrefour formé par le Chemin d'Acquembronne et la Route de Quelmes du Lundi 09 Janvier 2017 au Vendredi 09 Juin 2017.

Article 2 : L'accès aux riverains sera autorisé de 17 heures à 08 heures.

Article 3 : Une déviation sera mise en place par la Route du Val.

Article 4 : La pose de la signalisation réglementaire sera assurée par l'Entreprise DUCROCQ T.P.

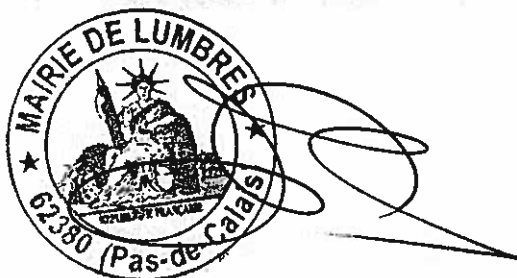
Article 5 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Monsieur le Directeur de l'Entreprise DUCROCQ T.P.,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 06 Janvier 2016

Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire

15 JAN 2017



DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route,
Vu l'enlèvement des décors de Noël à réaliser par les Services Techniques de la Ville de Lumbres,

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer le stationnement Place Jean Jaurès en vue du retrait des décorations de Noël,

ARRETE

Article 1^{er} : Le stationnement sera interdit sur le haut de la Place Jean Jaurès au droit des décors de Noël du Vendredi 13 Janvier 2017 à partir de 12 heures au Lundi 16 Janvier 2017.

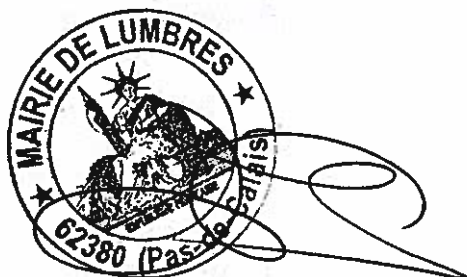
Article 2 : La pose des panneaux conformes à la réglementation sera réalisée par les Services Techniques de la Ville de Lumbres.

Article 3 : Le présent Arrêté sera publié et affiché dans la Commune de LUMBRES.

Article 4 : - Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie,
- Monsieur le Responsable des Services Techniques de la Ville de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à LUMBRES, le 11 Janvier 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Acte rendu exécutoire



DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

Le Maire,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il est préjudiciable de laisser des rencontres sportives se jouer sur le **Terrain du Stade « Stéphane BODELLE » et du Stade « Jean LEBAS » ainsi que sur celui du Marais** en raison de l'état actuel du terrain détrempé par les récentes intempéries,

ARRETE

Article 1^{er} : En raison du mauvais état du terrain de football du **Stade « Stéphane BODELLE »**, du **Stade « Jean LEBAS »** et du **Marais** dû aux intempéries et des risques de détérioration de la pelouse, les activités sportives (matchs et entraînements) seront interdites du **Vendredi 13 Janvier 2017 à partir de 12 H 00 jusqu'au Lundi 16 Janvier 2017, 24 H 00 inclus.**

Article 2 : Le présent Arrêté sera affiché en Mairie et aux abords du terrain Municipal.

Article 3 : - Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de LUMBRES,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de LUMBRES,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 13 Janvier 2017

Gérard COLIN,
Adjoint au Maire.



Acte rendu exécutoire

13 JANV 2017

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu les travaux d'échange de distributeur au Crédit Agricole sis au n° 25 Place Jean Jaurès à Lumbres réalisés par l'Entreprise BOVIS NORD EUROPE située 1129 Avenue de l'Epinette – 59113 SECLIN,

Considérant qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers et prévenir les accidents,

ARRETE

Article 1 : La circulation sera restreinte et le stationnement sera interdit au droit du Crédit Agricole Rue Salvador Allendé le **Lundi 30 Janvier 2017 de 08 heures à 17 heures.**

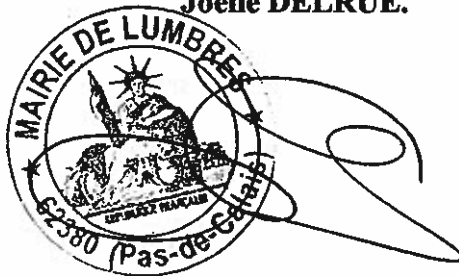
Article 2 : La pose des panneaux conformes à la réglementation sera réalisée par l'Entreprise BOVIS NORD EUROPE.

Article 3 : Le présent Arrêté sera publié et affiché dans la Commune de LUMBRES.

Article 4 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Monsieur le Directeur de l'Entreprise BOVIS NORD EUROPE,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à LUMBRES, le 17 Janvier 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Acte rendu exécutoire

16 JAN 2017

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

Le Maire,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il est préjudiciable de laisser des rencontres sportives se jouer sur le Terrain du Stade « Stéphane BODELLE » et du Stade « Jean LEBAS » ainsi que sur celui du Marais en raison de l'état actuel du terrain détrempé par les récentes intempéries,

ARRETE

Article 1^{er} : En raison du mauvais état du terrain de football du Stade « Stéphane BODELLE », du Stade « Jean LEBAS » et du Marais dû aux intempéries et des risques de détérioration de la pelouse, les activités sportives (matches et entraînements) seront interdites du Vendredi 20 Janvier 2017 à partir de 12 H 00 jusqu'au Lundi 23 Janvier 2017, 24 H 00 inclus.

Article 2 : Le présent Arrêté sera affiché en Mairie et aux abords du terrain Municipal.

Article 3 : - Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de LUMBRES,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de LUMBRES,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 20 Janvier 2017

Gérard COLIN,
Adjoint au Maire.



Acte rendu exécutoire

20 JAN 2017

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

Le Maire,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il est préjudiciable de laisser des rencontres sportives se jouer sur le **Terrain du Stade « Stéphane BODELLE » et du Stade « Jean LEBAS »** ainsi que sur celui du **Marais** en raison de l'état actuel du terrain détrempé par les récentes intempéries,

ARRETE

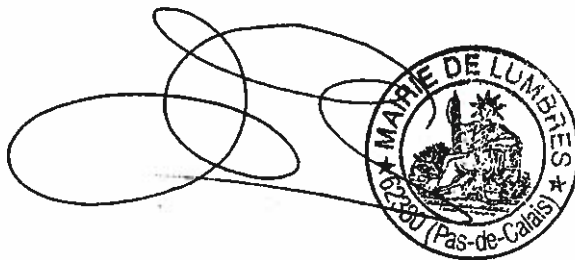
Article 1^{er} : En raison du mauvais état du terrain de football du **Stade « Stéphane BODELLE »**, et du **Stade « Jean LEBAS »** dû aux intempéries et des risques de détérioration de la pelouse, les activités sportives (matches et entraînements) seront interdites **du Jeudi 26 janvier 2017 à partir de 17 H 00 jusqu'au Lundi 30 janvier 2017, 24 H 00 inclus.**

Article 2 : Le présent Arrêté sera affiché en Mairie et aux abords du terrain Municipal.

Article 3 : - Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de LUMBRES,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de LUMBRES,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 26 janvier 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Acte rendu exécutoire

le 26 JAN. 2017

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

RESTRICTION DE CIRCULATION

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code de la Route,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2213-1,
Vu le remplacement d'un support béton Rue du Docteur Pontier à réaliser par la SA SGE OLCZAK – 13 Rue de la République, B.P. 20002 – 59187 DECHY pour le compte d'ENEDIS,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers et prévenir les accidents,

ARRETE

Article 1^{er} : La circulation sera restreinte et le stationnement sera interdit au droit des travaux du n° 56 Rue du Docteur Pontier du **Lundi 06 Février 2017 au Mardi 07 Mars 2017**.

Article 2 : La circulation se fera sur chaussée rétrécie avec alternat par feux tricolores. La vitesse sera limitée à 30 km/heure.

Article 3 : La pose de la signalisation réglementaire sera assurée par la SA SGE OLCZAK.

Article 4 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Monsieur le Directeur de la SA SGE OLCZAK,

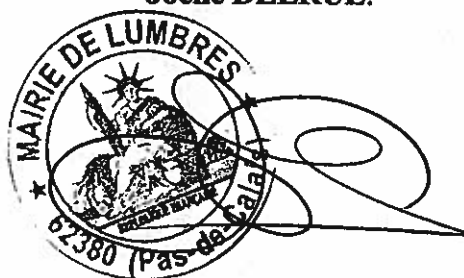
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 03 Février 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire

le 02 Février 2017



DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

Le Maire,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il est préjudiciable de laisser des rencontres sportives se jouer sur le **Terrain du Stade « Stéphane BODELLE »** en raison de l'état actuel du terrain détrempé par les récentes intempéries,

ARRETE

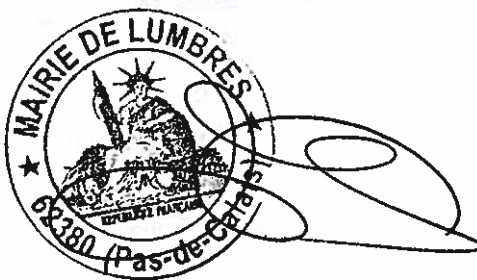
Article 1^{er} : En raison du mauvais état du terrain de football du **Stade « Stéphane BODELLE »** dû aux intempéries et des risques de détérioration de la pelouse, les activités sportives (matches et entraînements) seront interdites sur le grand terrain du **Vendredi 03 Février 2017 à partir de 12 H 00 jusqu'au Lundi 06 Février 2017, 24 H 00 inclus.**

Article 2 : Le présent Arrêté sera affiché en Mairie et aux abords du terrain Municipal.

Article 3 : - Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de LUMBRES,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de LUMBRES,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 03 Février 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Acte rendu exécutoire

Le 06 Février 2017

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

Le Maire,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il est préjudiciable de laisser des rencontres sportives se jouer sur le Terrain du Stade « Jean LEBAS » en raison de l'état actuel du terrain détrempé par les récentes intempéries,

ARRETE

Article 1^{er} : En raison du mauvais état du terrain de football du Stade « Jean LEBAS » dû aux intempéries et des risques de détérioration de la pelouse, les activités sportives (matches et entraînements) seront interdites du Vendredi 03 Février 2017 à partir de 12 H 00 jusqu'au Lundi 06 Février 2017, 24 H 00 inclus.

Article 2 : Le présent Arrêté sera affiché en Mairie et aux abords du terrain Municipal.

Article 3 : - Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de LUMBRES,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de LUMBRES,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 03 Février 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Acte rendu exécutoire

le 03 FEV 2017

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

RESTRICTION DE CIRCULATION

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2213-1,

Vu les travaux de branchement d'eau potable Rue Jules Guesde à réaliser par l'Entreprise DUCROCQ T.P. – 8 Rue de Drionville – 62380 NIELLES-LES-BLEQUIN,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers et prévenir les accidents,

ARRETE

Article 1^{er} : Le stationnement sera interdit de chaque côté de la rue au droit des travaux du n° 8 Rue Jules Guesde, devant le Val Fleuri, et la circulation à cet endroit sera restreinte du **Lundi 20 Février 2017 au Vendredi 24 Février 2017.**

Article 2 : La circulation se fera sur chaussée rétrécie avec alternat par feux tricolores. La vitesse sera limitée à 30 km/heure.

Article 3 : Une déviation sera mise en place par la Rue Albert Thomas et la Rue Candide Couzin.

Article 4 : L'accès aux riverains et aux services de secours sera autorisé.

Article 5 : La pose de la signalisation réglementaire sera assurée par l'Entreprise DUCROCQ TP.

Article 6 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Monsieur le Directeur de l'Entreprise DUCROCQ TP,

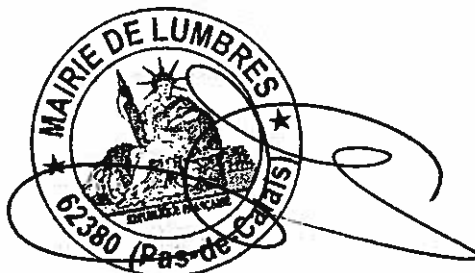
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 08 Février 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire

08/02/2017



DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

RESTRICTION DE CIRCULATION

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code de la Route,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'organisation d'un carnaval par l'Association des Parents d'Elèves des Ecoles Publiques de Lumbres Salle Léo Lagrange et dans les rues de Lumbres le Mardi 21 Février 2017,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers et prévenir les accidents conformément au plan Vigipirate en vigueur,

ARRETE

Article 1^{er} : Un contrôle visuel systématique (sacs et blousons) sera réalisé à l'entrée de la Salle Léo Lagrange.

Article 2 : Dans les rues empruntées par le cortège, Place Jean Jaurès, Rue Albert Thomas, le bas de la Rue Pasteur et Rue Victor Hugo jusqu'à la Salle Léo Lagrange, les véhicules devront suivre le carnaval et en aucun cas le dépasser le **Mardi 21 Février 2017 de 15 h 30 à 16 h 30**. La vitesse sera limitée à 30 km/h.

Article 3 : A chaque carrefour, sur le parcours emprunté, la circulation sera interdite par la pose de barrières doublée par des véhicules des organisateurs. Les chauffeurs devront rester à proximité.

Article 4 : L'ensemble des membres chargés de la sécurité devra être muni d'un gilet fluorescent, d'un sifflet et d'un moyen de communication permettant de prévenir les services de gendarmerie.

Article 5 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Monsieur Loïc DAROUSSIN, Président de l'APEEP de Lumbres,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 08 Février 2017

Le Maire,
Mme DELRUE.

Acte rendu exécutoire

08 FÉV 2017



DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

RESTRICTION DE CIRCULATION

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code de la Route,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'organisation d'un carnaval par l'Ecole Primaire Notre Dame dans les rues de Lumbres le
Mardi 28 Février 2017,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers et prévenir
les accidents conformément au plan Vigipirate en vigueur,

ARRETE

Article 1^{er} : Dans les rues empruntées par le cortège, Résidence Les Impressionnistes, Rue
Pasteur, Rue Victor Hugo, Place Jules Leriche, Place Jean Jaurès et Rue Candide Couzin jusqu'à
l'Ecole Primaire Notre Dame, les véhicules devront suivre le carnaval et en aucun cas le dépasser
le **Mardi 28 Février 2017 entre 14 h 00 à 17 h 00**. La vitesse sera limitée à 30 km/h.

Article 2 : A chaque carrefour, sur le parcours emprunté, la circulation sera interdite par la pose
de barrières doublée par des véhicules des organisateurs. Les chauffeurs devront rester à
proximité.

Article 3 : L'ensemble des membres chargés de la sécurité devra être muni d'un gilet fluorescent,
d'un sifflet et d'un moyen de communication permettant de prévenir les services de gendarmerie.

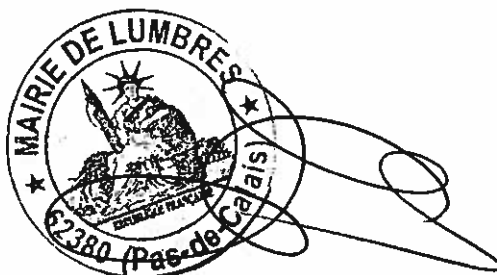
Article 4 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Madame LABBE, Directrice de l'Ecole Primaire Notre Dame,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 08 Février 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire

le 08 Février 2017



DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

RESTRICTION DE CIRCULATION

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code de la Route,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2213-1,
Vu les travaux de forages dirigés Rue du Docteur Pontier à réaliser par l'Entreprise COQUART ET FILS – 10 ter Rue Wathieumetz – 62130 SAINT-MICHEL-SUR-TERNOISE pour le compte d'ENEDIS,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers et prévenir les accidents,

ARRETE

Article 1^{er} : La circulation sera restreinte au droit des travaux Rue du Docteur Pontier du **Lundi 20 Février 2017 au Lundi 13 Mars 2017.**

Article 2 : La circulation se fera sur chaussée rétrécie avec alternat par feux tricolores. Le stationnement et le dépassement seront interdits. La vitesse sera limitée à 30 km/heure au droit du chantier.

Article 3 : La pose de la signalisation réglementaire sera assurée par l'Entreprise COQUART ET FILS.

Article 4 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Monsieur le Directeur de l'Entreprise COQUART ET FILS,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 08 Février 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire

le 14 FÉV. 2017



DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

RESTRICTION DE CIRCULATION

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code de la Route,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2213-1,
Vu les travaux d'élagage d'arbres au Val de Lumbres à réaliser par les Services Techniques de la Ville,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers et prévenir les accidents,

ARRETE

Article 1^{er} : Le stationnement sera interdit au droit de l'élagage d'arbres au Val de Lumbres, et la circulation à cet endroit sera restreinte **du Jeudi 09 Février 2017 au Vendredi 17 Février 2017**.

Article 2 : Au droit des travaux, la circulation se fera sur demi-chaussée avec alternat manuel. La vitesse sera limitée à 30 km/heure.

Article 3 : La pose de la signalisation réglementaire sera assurée par les Services Techniques.

Article 4 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Monsieur le Responsable des Services Techniques,

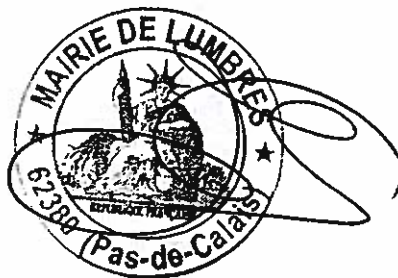
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 09 Février 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire

13-02-2017



DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

Le Maire,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il est préjudiciable de laisser des rencontres sportives se jouer sur le **grand terrain du Stade « Stéphane BODELLE »** et le **terrain du Marais** en raison de l'état actuel du terrain détrempé par les récentes intempéries,

ARRETE

Article 1^{er} : En raison du mauvais état du grand terrain de football du **Stade « Stéphane BODELLE »** et le **terrain du Marais** dû aux intempéries et des risques de détérioration de la pelouse, les activités sportives (matches et entraînements) seront interdites du **Vendredi 10 Février 2017 à partir de 12 H 00 jusqu'au Lundi 13 Février 2017, 24 H 00 inclus.**

Article 2 : Le présent Arrêté sera affiché en Mairie et aux abords du terrain Municipal.

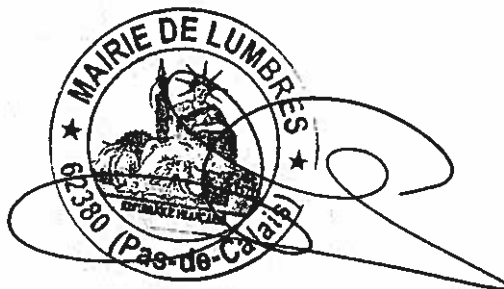
Article 3 : - Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de LUMBRES,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de LUMBRES,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 10 Février 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire

10 FÉV 2017



DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

Le Maire,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il est préjudiciable de laisser des rencontres sportives se jouer sur le Terrain du Stade « Jean LEBAS » en raison de l'état actuel du terrain détrempé par les récentes intempéries,

ARRETE

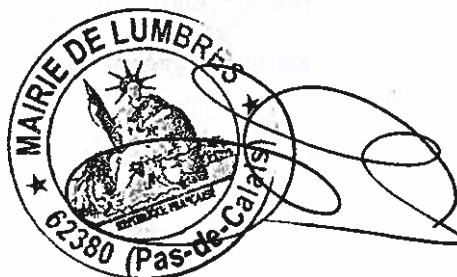
Article 1^{er} : En raison du mauvais état du terrain de football du Stade « Jean LEBAS » dû aux intempéries et des risques de détérioration de la pelouse, les activités sportives (matches et entraînements) seront interdites du Vendredi 10 Février 2017 à partir de 12 H 00 jusqu'au Dimanche 12 Février 2017, 12 H 00 inclus.

Article 2 : Le présent Arrêté sera affiché en Mairie et aux abords du terrain Municipal.

Article 3 : - Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de LUMBRES,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de LUMBRES,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 10 Février 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Acte rendu exécutoire

10-11-2017

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

RESTRICTION DE CIRCULATION

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2213-1,

Vu les travaux de remplacement de support PBA Rue Henri Russel à réaliser par l'Entreprise EIFFAGE Energie sise Route d'Estaires 59480 LA BASSEE,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers et prévenir les accidents,

ARRETE

Article 1^{er} : La circulation sera restreinte au droit des travaux, au n° 64 Rue Henri Russel, du **Lundi 06 Mars 2017 au Vendredi 05 Mai 2017.**

Article 2 : Pendant cette restriction, la circulation se fera sur chaussée rétrécie avec alternat par feux tricolores. Le stationnement et le dépassement seront interdits et la vitesse réduite à 30 km/h au droit du chantier.

Article 3 : La pose de la signalisation réglementaire sera assurée par l'Entreprise EIFFAGE Energie.

Article 4 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Monsieur le Directeur de l'Entreprise EIFFAGE Energie,

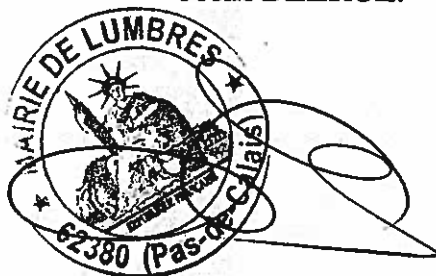
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 17 Février 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire

le 21 FEV 2017



DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

RESTRICTION DE CIRCULATION

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2213-1,

Vu les travaux de remplacement de support PBA Rue Jean-Baptiste Macaux à réaliser par l'Entreprise EIFFAGE Energie sise Route d'Estaires 59480 LA BASSEE,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers et prévenir les accidents,

ARRETE

Article 1^{er} : La circulation sera restreinte au droit des travaux Rue Jean-Baptiste Macaux du **Lundi 06 Mars 2017 au Vendredi 05 Mai 2017.**

Article 2 : Pendant cette restriction, la circulation se fera sur chaussée rétrécie avec alternat par feux tricolores. Le stationnement et le dépassement seront interdits et la vitesse réduite à 30 km/h au droit du chantier.

Article 3 : La pose de la signalisation réglementaire sera assurée par l'Entreprise EIFFAGE Energie.

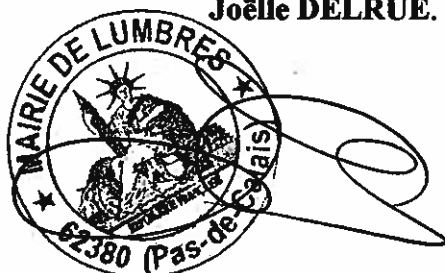
Article 4 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Monsieur le Directeur de l'Entreprise EIFFAGE Energie,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 17 Février 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire

19-02-2017



DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

RESTRICTION DE CIRCULATION

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2213-1,

Vu les travaux de remplacement de support PBA Rue Henri Russel à réaliser par l'Entreprise EIFFAGE Energie sise Route d'Estaires 59480 LA BASSEE,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers et prévenir les accidents,

ARRETE

Article 1^{er} : La circulation sera restreinte au droit des travaux, au n° 68 Rue Henri Russel, du **Lundi 06 Mars 2017 au Vendredi 05 Mai 2017.**

Article 2 : Pendant cette restriction, la circulation se fera sur chaussée rétrécie avec alternat par feux tricolores. Le stationnement et le dépassement seront interdits et la vitesse réduite à 30 km/h au droit du chantier.

Article 3 : La pose de la signalisation réglementaire sera assurée par l'Entreprise EIFFAGE Energie.

Article 4 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Monsieur le Directeur de l'Entreprise EIFFAGE Energie,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 17 Février 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire

le 21 FÉV. 2017



DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route,
Vu les travaux de rénovation d'une cheminée au n° 20 Rue Jules Guesde à réaliser par M. et Mme VASSEUR Raymond,

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer le stationnement Rue Jules Guesde,

ARRETE

Article 1 : Le stationnement sera interdit au droit des travaux du n° 20 Rue Jules Guesde de chaque côté de la rue le Samedi 25 Février 2017 et la circulation à cet endroit sera restreinte.

Article 2 : La circulation se fera sur demi-chaussée. La vitesse sera limitée à 30 km/heure.

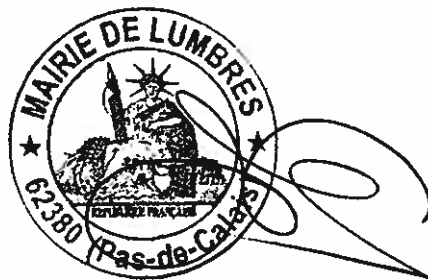
Article 3 : La pose des panneaux conformes à la réglementation sera réalisée par le demandeur.

Article 4 : Le présent Arrêté sera publié et affiché dans la Commune de LUMBRES.

Article 5 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Monsieur et Madame VASSEUR Raymond,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à LUMBRES, le 20 Février 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Acte rendu exécutoire

le 23 Février 2017

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

Le Maire,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il est préjudiciable de laisser des rencontres sportives se jouer sur le **Terrain du Stade « Stéphane BODELLE »** en raison de l'état actuel du terrain détrempé par les récentes intempéries,

ARRETE

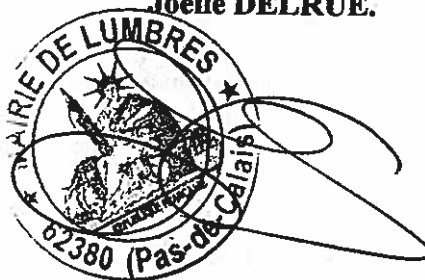
Article 1^{er} : En raison du mauvais état du terrain de football du **Stade « Stéphane BODELLE »** dû aux intempéries et des risques de détérioration de la pelouse, les activités sportives (matches et entraînements) seront interdites **du Vendredi 24 Février 2017 à partir de 12 H 00 jusqu'au Lundi 27 Février 2017, 12 H 00 inclus.**

Article 2 : Le présent Arrêté sera affiché en Mairie et aux abords du terrain Municipal.

Article 3 : - Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de LUMBRES,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de LUMBRES,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 24 Février 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Acte rendu exécutoire

24/02/2017

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

RESTRICTION DE CIRCULATION

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2213-1,

Vu les travaux de renouvellement de réseau HTA dans la Commune à réaliser par la Société LAONNOISE DE TRAVAUX PUBLICS sise 13 Rue de la Rivière à 02000 ETOUVELLES pour le compte d'ERDF,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers et prévenir les accidents,

ARRETE

Article 1^{er} : Le stationnement sera interdit au droit du chantier :

- Route de Nielles RD 202,
- RD 131 (partie en agglomération),
- Lieudit Les Fiefs au Lin,
- Rue Emile Zola,
- Lieudit La Brudane,
- Rue du Docteur Pontier RD 192.

et la circulation à ces endroits sera restreinte du Mercredi 1^{er} Mars 2017 au Vendredi 19 Mai 2017.

Article 2 : Au droit des travaux, la circulation se fera sur demi-chaussée avec alternat par feux tricolores si nécessaire. La vitesse sera limitée à 30 km/heure.

Article 3 : La pose de la signalisation réglementaire sera assurée par la Société Laonnoise de Travaux Publics.

Article 4 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Monsieur le Directeur de la Société Laonnoise de Travaux Publics,

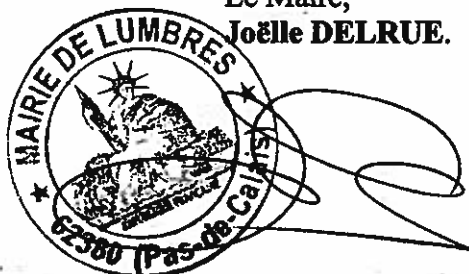
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 27 Février 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire

27 FÉV 2017



DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

RESTRICTION DE CIRCULATION

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code de la Route,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2213-1,
Vu les travaux d'intervention dans le regard sur la chaussée pour le tirage d'un câble télécom pour Orange Avenue Bernard Chochoy à réaliser par la Société SADE TELECOM – Rue Anatole France – 62380 LUMBRES,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers et prévenir les accidents,

ARRETE

Article 1^{er} : Le stationnement sera interdit au droit des travaux Avenue Bernard Chochoy et la circulation à cet endroit sera restreinte du Mercredi 22 Mars 2017 au Vendredi 31 Mars 2017.

Article 2 : La circulation se fera sur chaussée rétrécie avec alternat par feux tricolores. La vitesse sera limitée à 30 km/heure.

Article 3 : La pose de la signalisation réglementaire sera assurée par la Société SADE TELECOM.

Article 4 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Monsieur le Directeur de la Société SADE TELECOM,

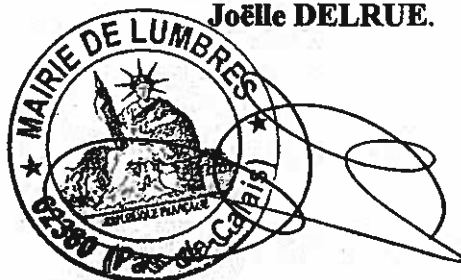
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 08 Mars 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire

16 08 MARS 2017



DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

RESTRICTION DE CIRCULATION

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code de la Route,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2213-1,
Vu les travaux de terrassement et pose de 160 ml de câble BTAS 150 et la viabilisation adduction pour un client ERDF Avenue Bernard Chochoy à réaliser par la Société R LITTORAL TP – 31, Lotissement Le Petit Bois – 62170 BEUTIN,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers et prévenir les accidents,

ARRETE

Article 1^{er} : Le stationnement sera interdit au droit des travaux Avenue Bernard Chochoy et la circulation à cet endroit sera restreinte du **Lundi 17 Avril 2017 au Mardi 02 Mai 2017**.

Article 2 : La circulation se fera sur chaussée rétrécie avec alternat par feux tricolores. La vitesse sera limitée à 30 km/heure.

Article 3 : La pose de la signalisation réglementaire sera assurée par la Société R LITTORAL TP.

Article 4 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Monsieur le Directeur de la Société R LITTORAL TP,

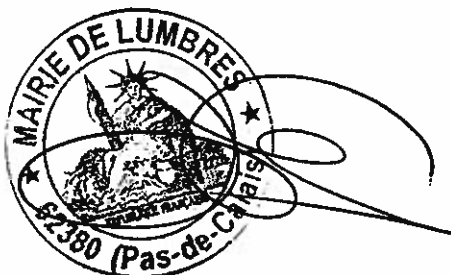
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 20 Mars 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire

le 20 MARS 2017



DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

RESTRICTION DE CIRCULATION

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code de la Route,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2213-1,
Vu les travaux de raccordement électrique Avenue Bernard Chochoy à réaliser par l'Entreprise RESEELEC – 32, Rue Denis Papin – B.P. 70 059 – 62510 ARQUES,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers et prévenir les accidents,

ARRETE

Article 1^{er} : Le stationnement sera interdit au droit des travaux Avenue Bernard Chochoy et la circulation à cet endroit sera restreinte du **Lundi 17 Avril 2017 au Mardi 09 Mai 2017**.

Article 2 : La circulation se fera sur chaussée rétrécie avec alternat par feux tricolores. La vitesse sera limitée à 30 km/heure.

Article 3 : La pose de la signalisation réglementaire sera assurée par l'Entreprise RESEELEC.

Article 4 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Monsieur le Directeur de l'Entreprise RESEELEC,

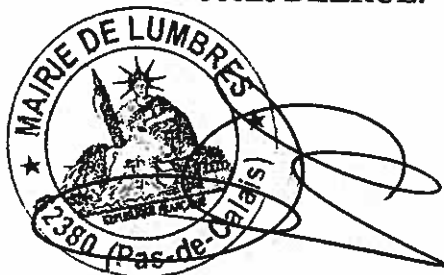
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 20 Mars 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire

le 20 MARS 2017



DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code de la Route,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'organisation d'un défilé de motos dans les rues de Lumbres le Samedi 20 Mai 2017 par l'Association de Moto Club « Méfie-te 62 »,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers et prévenir les accidents,

ARRETE

Article 1^{er} : Le stationnement Rue Salvador Allendé jusqu'à l'ancien camping sera interdit le Samedi 20 Mai 2017 de 18 h 00 à 22 h 30 et la circulation des motos sera limitée à 30 km/h de 20 h 30 à 22 h 30.

Parcours des motos : Rue Salvador Allendé, Rue Jules Guesde, Rue Marx Dormoy, Avenue Bernard Chochoy, Rue Pasteur, Rue Victor Hugo, Rue Pontier, Rue Emile Zola, Résidence Léon Blum, Rue Pontier, Rue François Cousin, Rue Jean-Baptiste Macaux, Rue Henri Russel, Rue Broncquart, Rue Victor Hugo, Place Jules Leriche, Place Jean Jaurès, Rue Salvador Allendé.

Article 2 : Dans les rues empruntées par les motos, la circulation sera au moment de leur passage interrompue dans les deux sens. Celle-ci sera réglée par des signaleurs désignés par le Président du Moto Club « Méfie-te 62 » qui seront placés aux carrefours et endroits stratégiques afin d'éviter tout accident. L'ensemble des membres chargés de la sécurité devra être muni d'un gilet fluorescent, d'un sifflet et d'un moyen de communication permettant de prévenir les services de sécurité et les secours.

Article 3 : La circulation sera interdite les Samedi 20 Mai 2017 et Dimanche 21 Mai 2017 pour l'accès en voiture à la piscine, au basket, bicross et autres...

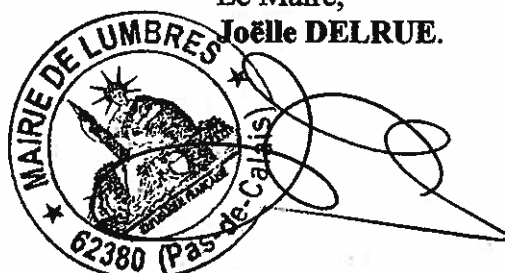
Article 4 : Le Marais sera bloqué du Samedi 20 Mai 2017 à partir de 17 h 00 au Dimanche 21 Mai 2017 à 12 h 00. Un accès à pied sera possible par la piscine.

Article 5 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Monsieur le Président du Moto Club « Méfie-te 62 »,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 20 Mars 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Acte rendu exécutoire

16/05/2017

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

RESTRICTION DE CIRCULATION

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code de la Route,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2213-1,
Vu la compétition de BMX organisée par le BMX Club de Lumbres le **Dimanche 26 Mars 2017**,
Vu les mesures à prendre compte tenu de la prolongation de l'état d'urgence,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers et prévenir les accidents,

ARRETE

Article 1^{er} : Le stationnement sera interdit du **Samedi 25 Mars 2017 à 14 heures au Lundi 27 Mars 2017 à 12 heures** Rue des Ecoles et Rue Salvador Allendé jusqu'à l'ancien Camping.

Article 2 : La circulation sera interdite le **Dimanche 26 Mars 2017 de 06 heures à 23 heures** Rue des Ecoles dans le sens de la Rue Jules Guesde vers la Rue Salvador Allendé ainsi que Rue Salvador Allendé dans le sens Rue des Ecoles vers la Place Jean Jaurès.

Article 3 : Une déviation sera mise en place Rue Jules Guesde, Rue Salvador Allendé et Impasse du Lycée.

Article 4 : A partir de l'ancien Camping et au carrefour Impasse du Lycée/Rue Salvador Allendé, il sera procédé à la mise en place d'obstacles physiques sur la route. A cet endroit, il sera également procédé à des contrôles pour l'accès au site de la compétition. Un contrôle visuel (sacs et blousons) sera réalisé pour les piétons. L'ensemble des membres chargés de la sécurité devra être muni d'un gilet fluorescent, d'un sifflet et d'un moyen de communication permettant de prévenir les services de sécurité et de secours.

Article 5 : La pose de la signalisation réglementaire sera assurée par les organisateurs de la manifestation.

Article 6 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Les organisateurs,

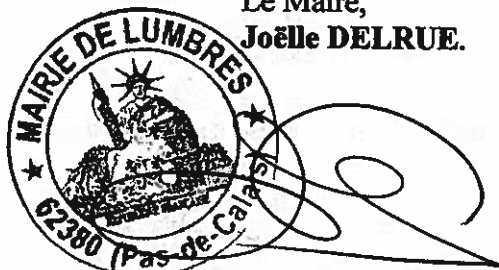
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 20 Mars 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.

Acte rendu exécutoire

16/03/2017



DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
CANTON DE LUMBRES
COMMUNE DE LUMBRES

ARRETE MUNICIPAL
AUTORISANT L'ORGANISATION DE VENTES AU DEBALLAGE

Le Maire de LUMBRES,

Vu la Loi du 02 Mars 1982 relative à la décentralisation,
Vu l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L 312-2 du Nouveau Code de Commerce,

Considérant la demande formulée par Monsieur Vincent DEQUIDT, Président du Comité de Quartier Léon Blum, demeurant 34 Résidence Léon Blum à 62380 LUMBRES, d'organiser une vente au déballeage Résidence Léon Blum à Lumbres reçue le 27/03/2017 et enregistrée sous le n° 2017/02,

ARRETE

Article 1 : Monsieur Vincent DEQUIDT est autorisé à organiser des ventes au déballeage à l'occasion de la Brocante le **Dimanche 11 Juin 2017**.

Participeront à ces ventes des particuliers dans les domaines divers (Brocante-Braderie).

Article 2 : Ces ventes se dérouleront Résidence Léon Blum à Lumbres.

Article 3 : - Madame le Maire,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont l'ampliation sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de Saint-Omer.

Fait à LUMBRES, le 27 Mars 2017

Le Maire,
Joëlle DELRUE.



Acte rendu exécutoire

le 27 MARS 2017

Le Maire,

Joëlle DELRUE



Accusé de réception en préfecture
062-216205344-20170327-201702-AI
Date de télétransmission : 27/03/2017
Date de réception préfecture : 27/03/2017

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE SAINT-OMER
COMMUNE DE LUMBRES

Le Maire de LUMBRES,

Vu le Code de la Route,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'organisation d'un défilé de motos dans les rues de Lumbres le Samedi 20 Mai 2017 par
l'Association de Moto Club « Méfie-te 62 »,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sécurité des usagers et prévenir les accidents,

ARRETE

Article 1^{er} : Le stationnement Rue Salvador Allendé jusqu'à l'ancien camping sera interdit le **Samedi 20 Mai 2017 de 18 h 00 à 22 h 30** et la circulation des motos sera limitée à 30 km/h de **20 h 30 à 22 h 30**.

Parcours des motos : Rue Salvador Allendé, Rue Jules Guesde, Rue Marx Dormoy, Avenue Bernard Chochoy, Rue Pasteur, Rue Victor Hugo, Rue Pontier, Rue Emile Zola, Résidence Léon Blum, Rue Pontier, Rue François Cousin, Rue Jean-Baptiste Macaux, Rue Henri Russel, Rue Broncquart, Rue Victor Hugo, Place Jules Leriche, Place Jean Jaurès, Rue Salvador Allendé.

Article 2 : Dans les rues empruntées par les motos, la circulation sera, au moment de leurs passages, interrompue dans les deux sens. Celle-ci sera réglée par des signaleurs désignés par le Président du Moto Club « Méfie-te 62 » qui seront placés aux carrefours et endroits stratégiques afin d'éviter tout accident. L'ensemble des membres chargés de la sécurité devra être muni d'un gilet fluorescent, d'un sifflet et d'un moyen de communication permettant de prévenir les services de sécurité et les secours.

Article 3 : Les participants seront tenus de respecter sur le parcours en tout point les prescriptions du Code de la Route, les arrêtés préfectoraux ou municipaux réglementant la circulation et d'obéir aux injonctions que les services de police ou de gendarmerie pourraient leur donner dans l'intérêt de la sécurité et de la circulation publique.

Article 4 : La circulation sera interdite les **Samedi 20 Mai 2017 et Dimanche 21 Mai 2017** pour l'accès en voiture à la piscine, au basket, bicross et autres...

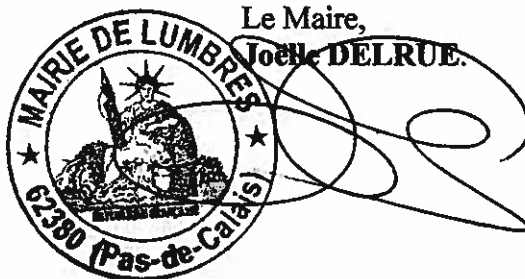
Article 5 : Le Marais sera bloqué **du Samedi 20 Mai 2017 à partir de 17 h 00 au Dimanche 21 Mai 2017 à 12 h 00**. Un accès à pied sera possible par la piscine.

Article 6 : Le présent arrêté remplace et annule celui du 20 Mars 2017.

Article 7 :
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lumbres,
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Lumbres,
- Monsieur le Président du Moto Club « Méfie-te 62 »,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUMBRES, le 20 Mars 2017

Le Maire,
Joël DELRUE.



Acte rendu exécutoire

15 20 MARS 2017

